

INSPECTION : ARRETONS LE MASSACRE !

Actuellement l'inspection repose sur des modalités inacceptables. Après une visite d'une heure l'inspecteur/trice émet un jugement sur une façon d'enseigner. C'est supposer que nous enseignons toujours pareil, que tous les sujets réclament la même approche. En outre, quelle que puisse être parfois la bonne volonté de l'inspecteur/trice, celui-ci ou celle-ci est en fait coupé-e de la réalité de l'enseignement.

Depuis peu la situation s'est aggravée. Plus qu'avant l'évaluation pédagogique sert à vérifier que LA bonne pratique est utilisée. C'est d'autant plus compliqué pour les enseignant-e-s que si les objectifs de normalisation ne changent pas, les normes elles changent. La mise en place de référentiels organisés autour d'item, qui seraient « acquis » ou pas, et la définition de plus en plus explicite d'un enseignant-exécutant et non concepteur participent de la transformation de la nature de l'évaluation.

Sur le fond et dans le principe, L'Ecole Emancipée récusé le système de l'évaluation tel qu'il existe. Le fait de séparer cette évaluation de la promotion et de la carrière ne suffit pas. Ce n'est pas tant la note que les enseignant-e-s craignent, c'est la mise en cause de leur métier et de leur expertise, c'est l'infantilisation qui est insupportable autant que les injonctions contradictoires dans lesquelles ils se débattent. Pourtant nous ne pouvons refuser toute idée de contrôle social sur notre travail. Les enjeux sont essentiels et il est normal que la société soit partie prenante de ces enjeux. Mais aujourd'hui la société est aux mains de ceux dont nous refusons la conception même de l'Education. Comment leur confier notre évaluation ?

Il faut permettre aux collègues de réfléchir à leurs pratiques par un retour critique, d'un ou plusieurs tiers, dans des contextes variés : des observations croisées en classe avec des pairs, des co-animations de séquence, des stages de formation etc.

L'Ecole Emancipée a longtemps eu un mot d'ordre de refus de l'inspection. Ce mot d'ordre n'est pas dépassé, il pourrait au contraire, dans le contexte actuel, revenir au premier plan. Mais comme dans toute situation de refus ou de désobéissance il faut s'appuyer sur le collectif. Il ne s'agit pas de faire de quelques enseignant-e-s des martyres de la cause. Le retour au collectif est une première voie possible : réunions avant et après, observation et entretien en présence de collègues à la demande de celui ou celle qui est observé-e. Ce doit être la revendication minimale du SNES.

Elisabeth Hervouet, élue Ecole Emancipée, SN